

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES











ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Maintenance préventive et corrective des onduleurs
du campus de Bures-Orsay- Gif Yvette de l'Université
Paris Saclay**

N° du CCP : 2024-A128

Université Paris-Saclay
Bâtiment Breguet
3 rue Joliot Curie
91190 Gif Sur Yvette

L'ESSENTIEL DU MARCHÉ

	Objet	Maintenance préventive et corrective des onduleurs du campus de Bures-Orsay- Gif Yvette de l'Université Paris Saclay
	Type de marché	Marché public mixte
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Avec
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	1 an
	Reconduction	Avec (3 reconductions tacites d'année en année sans que sa durée ne puisse excéder 4 ans)
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du marché	5
1.1 - Objet du marché.....	5
1.2 - Décomposition du marché.....	5
1.3 - Type de marché	5
1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande	5
1.5 - Réalisation de prestations similaires	6
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Intervenants	6
3.1 - Sous-traitance	6
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	6
5 - Durée et délais d'exécution.....	6
5.1 - Durée du marché	6
5.2 - Reconduction.....	7
5.3 - Justification de la durée de l'accord-cadre	7
6 - Prix.....	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix.....	7
7 - Garanties Financières.....	8
8 - Avance.....	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement.....	8
8.2 - Garanties financières de l'avance.....	8
9 - Modalités de règlement des comptes.....	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs.....	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement	9
9.3 - Délai global de paiement	10
9.4 - Paiement des cotraitants	10
9.5 - Paiement des sous-traitants	10
10 - Conditions d'exécution des prestations.....	10
11 - Développement durable.....	11
12 - Constatation de l'exécution des prestations	12
12.1 - Vérifications	12
12.2 - Décision après vérification	12
13 - Garantie des prestations.....	12
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	12
15 - Pénalités	12
15.1 - Pénalités de retard	12
15.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance	12
15.3 - Pénalité pour travail dissimulé	12
15.4 - Pénalité relative à la gestion des déchets et aux actions d'insertion sociale	13
15.5 - Autres pénalités spécifiques.....	13
16 - Assurances	13
17 - Résiliation du marché.....	13
17.1 - Conditions de résiliation du marché	13
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	14
18 - Règlement des litiges et langues	14
19 - Clauses complémentaires	14
19.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail).....	15

20 - Clauses techniques particulières.....15

21 - Dérogations18

1 - Dispositions générales du marché

1.1 - Objet du marché

Maintenance préventive et corrective des onduleurs du campus de Bures-Orsay- Gif sur Yvette de l'Université Paris Saclay

Les stipulations du présent Cahier des clauses particulières (CCP) concernent :

Les opérations de maintenance et de contrôles préventifs et correctifs à effectuer sur les onduleurs en service sur le site afin d'assurer pleinement leur fonction de secours des installations électriques et décrits en annexe n° 1.

Elle est composée d'une part de prestations prévisibles conclue à prix forfaitaire et d'une part de prestations non programmables conclue à prix unitaires à bons de commandes, telles que définies ci-dessous :

- part de prestations prévisibles conclue à prix forfaitaire : prestations annuelles de maintenance et de contrôles préventifs telles que décrites dans le cahier des clauses particulières
- part de prestations non programmables conclue à prix unitaires : prestations ponctuelles de dépannage et la fourniture de matériel et des pièces détachées telles que décrites dans le cahier des clauses particulières

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Bâtiments 210 ; 307 ; 510 ; 520 ; 530 ; 620 ; 625 ; 650 ; 660

91405 Orsay Cedex

IUT Orsay 13 avenue des Sciences 91190 Gif/Yvette

Campus de Bures - Orsay - Gif/Yvette

1.2 - Décomposition du marché

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

Le marché est attribué à un seul opérateur économique.

1.3 - Type de marché

Il s'agit d'un marché public mixte avec une partie forfaitaire et une partie à prix unitaires à bons de commande.

Il est conclu avec un montant maximum par an et est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.4 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est de 1 an après leur émission.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commandes sont les suivantes :

- Le nom et/ou la raison sociale du titulaire ;
- La date et le numéro du marché ;
- La date et le numéro du bon de commande ;
- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais de livraison (date de début et de fin)
- Les lieux d'exécution des prestations
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du Pouvoir Adjudicateur peuvent être honorés par le titulaire.

1.5 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement et ses annexes 1 : DPGF Tableau de décomposition du prix global et forfaitaire; 2 : BPU
- Le cahier des clauses particulières (CCP) et son annexe 1 : Liste et détails des équipements, contacts techniques locaux
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Cadre de mémoire technique (CMT) du titulaire
- Les bons de commandes (BC) pour la partie à prix unitaires à bons de commandes
- Les avenants et actes de sous-traitance conclus postérieurement à la notification du marché

3 - Intervenants

3.1 - Sous-traitance

Déclaration préalable du sous-traitant auprès de l'acheteur (formulaire DC4) + fournir pour le sous-traitant

- L'Attestation d'assurance RC sur l'année civile en cours
- L'Attestation sociale datant de moins de 6 mois
- L'Attestation fiscale datant de moins d'un an
- Le KBIS de moins de 3 mois
- La liste nominative des salariés étrangers ou une attestation sur l'honneur certifiant du non-emploi de salariés étrangers

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du marché

Le marché public est conclu pour une période initiale de 1 an.

Il est conclu à compter de sa date de notification.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

5.2 - Reconduction

Le marché public est conclu pour une durée d'un an, à compter de sa notification. Il pourra ensuite être renouvelé trois fois, par reconduction tacite d'année en année sans que sa durée ne puisse excéder 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

5.3 - Justification de la durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre dépasse quatre ans pour le motif suivant : Emission des BC pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont régies par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Prestations forfaitaires : prix annuel €HT en fonction du détail et descriptif des équipements listés à la DPGF

Prestations à prix unitaires à bons de commandes : Taux horaires en € HT et coefficient d'entreprise défini sur l'achat des matériels et fournitures non inclus au forfait

6.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre par le titulaire soit Décembre 2024 ; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix de l'accord-cadre d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

Formule	Prix concernés
$C_n = 15.0\% + 85.0\% (ICHT-IME(n) / ICHT-IME(o))$	DPGF et BPU

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro (Décembre 2024).

L'index de référence, publié(s) par l'INSEE, est le suivant :

Code	Libellé
ICHTrev-TS	« Salaires, revenus et charges sociales - Coût du travail - Indices du coût horaire du travail révisé - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques » - Base 2010 Identifiant Numéro : 001565183

La demande de révision de prix est adressée par le titulaire au moins un mois avant la date d'anniversaire du marché qui correspond à la date de notification.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée, même provisoire, au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée. Les prix ainsi

révisés sont invariables durant cette période. Il est précisé que lorsque la variation des prix est inférieure à 1 % en augmentation ou en diminution, les prix sont réputés inchangés.

Pour l'exécution, les prix appliqués sont ceux en vigueur à la date de la commande. En aucun cas, les nouveaux prix ne peuvent être appliqués pour une commande émise à une date antérieure à celle d'acceptation par le représentant habilité du Pouvoir Adjudicateur.

Si le titulaire présente tardivement sa demande de révision des prix, celle-ci est instruite en appliquant les valeurs d'indices prévues au présent contrat.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

Aucune avance ne sera versée pour la partie BPU.

Pour la partie forfaitaire, l'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Fournitures Courantes et Services.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50.000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant du bon de commande si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

L'avance sera versée après constitution d'une garantie à première demande exclusivement.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

A compter du 1er janvier 2020, conformément au Décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016, le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante : service.facturier@universite-paris-saclay.fr

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture soit :

Service facturier - Bât 407 - rue du Doyen Georges Poitou - 91400 Orsay

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande correspond au numéro de l'engagement juridique attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Attention, le montant de la variation des prix doit apparaître distinctement du montant de la prestation réalisée.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13002602400054

- Code service : Aucun

- Numéro d'engagement juridique : fourni par le/les services prescripteurs après notification

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

A noter que la facture doit indiquer l'adresse de facturation unique :

AGENCE COMPTABLE - SERVICE FACTURIER - bat 407 - rue du Doyen Georges Poitou - 91405 ORSAY.

Pour toute interrogation, vous pouvez contacter le service facturier à l'adresse suivante : service.facturier@universite-paris-saclay.fr

La facturation des prestations forfaitaires est émise après réalisation des visites et remise du rapport d'intervention correspondant. Les factures se réfèrent au numéro de commande transmise par l'université pour chaque sous-groupe (voir annexe 1).

Le règlement de ces prestations hors forfait sera effectué de la manière suivante : sur présentation de factures, établies après exécution des prestations acceptées par la personne publique et notifiées par un bon de commande spécifique, et, après remise d'un rapport d'intervention et :

- Pour les fournitures :

Avec présentation d'un justificatif du fournisseur des matériels, affecté du coefficient.

- Pour la main d'œuvre :

En application des taux horaires, en fonction de la tranche horaire, préalablement définis contractuellement, multiplié par le nombre d'heures réellement effectuées.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen

de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

Bâtiments 210 ; 307 ; 510 ; 520 ; 530 ; 620 ; 625 ; 650 ; 660
91405 Orsay Cedex
IUT Orsay 13 avenue des Sciences 91190 Gif/Yvette
Campus de Bures - Orsay - Gif/Yvette

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-FCS.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-FCS (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 5 à 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information.

11 - Développement durable

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère social qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

CF Critère 3 de sélection des offres

Critère 3.3. Conditions de Travail

- Respect des Conventions de l'OIT : Le titulaire doit respecter les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) relatives aux conditions de travail et aux droits des travailleurs.
- Insertion Professionnelle : Le titulaire s'engage à intégrer des actions d'insertion professionnelle pour les publics en difficulté, conformément à l'article R. 2152-7 du Code de la commande publique.

Critère 3.4. Traçabilité Sociale

- Chaîne d'Approvisionnement : Le titulaire doit fournir des informations détaillées sur la chaîne d'approvisionnement des pièces de rechange, incluant les conditions sociales de production.
- Devoir de Vigilance : Le titulaire doit démontrer qu'il a mis en place une démarche de maîtrise des risques relatifs aux violations des droits humains dans toute la chaîne d'approvisionnement.

Les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit :

Exigences Générales

- Respect des Normes Environnementales : Le titulaire doit respecter les normes environnementales en vigueur, notamment celles relatives à la gestion des déchets électroniques (DEEE) et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.
- Utilisation de Produits Écologiques : Les produits utilisés pour la maintenance et l'entretien des onduleurs doivent être écologiques, c'est-à-dire non toxiques, biodégradables et/ou recyclables.

et CF Critère 3 de sélection des offres

Critère 3.1. Gestion des Déchets

- Recyclage et Valorisation : Tous les déchets générés par les prestations de maintenance doivent être recyclés ou valorisés conformément à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement. Le titulaire doit fournir un mémoire décrivant les conditions d'enlèvement et de traitement des déchets.
- Éco-contribution : Le titulaire doit s'acquitter de l'éco-contribution pour les équipements électriques et électroniques (EEE) conformément à la réglementation en vigueur.

Critère 3.2. Performance Énergétique

- Efficacité Énergétique : Les interventions de maintenance doivent viser à améliorer l'efficacité énergétique des onduleurs. Le titulaire doit fournir des rapports détaillant les gains énergétiques réalisés.
- Utilisation de Matériels Économes en Énergie : Les pièces de rechange et les équipements utilisés doivent être économes en énergie et conformes aux normes de performance énergétique en vigueur.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

Les vérifications seront effectuées par Correspondants dédiés au sites référencés de l'Université (annexe N° 1).

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

13 - Garantie des prestations

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :
Il est indispensable que toute pièce remplacée et couverte par une garantie soit mentionnée comme telle sur le carnet de maintenance avec la date d'effet de la garantie

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, une pénalité fixée à 50,00 € par jour de retard à compter des délais d'exécution ou de livraison des prestations fixés à chaque bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

15.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 1,0/30 du montant mensuel des prestations de maintenance s'applique dans les conditions de l'article 14.2 du CCAG-FCS.

15.3 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.4 - Pénalité relative à la gestion des déchets et aux actions d'insertion sociale

En cas d'absence de production des documents liés à la gestion des déchets, le titulaire se voit appliquer une pénalité par manquement, dans les conditions fixées ci-après.

Cette pénalité est appliquée sans mise en demeure préalable du titulaire.

Les pénalités applicables sont les suivantes :

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non-respect des engagements du titulaire en matière de gestion des déchets	Forfaitaire	50,00 €	Par manquement
Non-respect des engagements du titulaire en matière d'insertion sociale	Forfaitaire	50.00 €	Par manquement

15.5 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard dans la réalisation de l'état des lieux initial	Journalière	50,00 €	Par jour ouvré de retard au-delà du délai (réalisation dans le mois qui suit la notification)
Retard dans la transmission du rapport de maintenance préventive	Journalière	50,00 €	Par jour ouvré de retard au-delà du délai de 5 jours ouvrés suite à l'organisation de la visite annuelle
Retard dans l'intervention de dépannage au titre de la maintenance corrective	Journalière	50,00 €	Par jour ouvré de retard au-delà du délai de 24 heures suivant l'appel téléphonique du correspondant de l'Université.
Retard dans les contrôles par thermographie infrarouge	Journalière	50,00 €	Par jour ouvré de retard au-delà du délai de quinze (15) jours ouvrés après la fin de chaque campagne

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 30 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile du titulaire après livraison, en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'administration ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent contrat, et notamment par le fait du personnel, des collaborateurs ou des matériels du titulaire, de façon à faire bénéficier l'administration, dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire transmet à l'université son attestation d'assurance dans les 30 jours calendaires de sa demande, ainsi que les justificatifs de renouvellement de cette police.

17 - Résiliation du marché

17.1 - Conditions de résiliation du marché

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

Si le matériel couvert par le présent marché venait à disparaître (vente, sinistre total, mise au rebut, remplacement du matériel, etc.), le marché sera résilié de plein droit sans que le titulaire du marché ne puisse prétendre à aucune indemnisation.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Versailles est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Clauses complémentaires

Hygiène et Sécurité sur les sites d'intervention

L'attention du titulaire du marché est spécialement attirée sur les problèmes d'hygiène et de sécurité des travailleurs.

Il demeure seul responsable pour ses interventions au titre du présent marché et assume la charge de la sécurité sur l'ensemble de son propre personnel.

Dès notification du marché, le titulaire devra prendre contact avec le Service Hygiène et Sécurité de la Faculté des Sciences (téléphone : 01 69 15 78 00) qui lui donnera toutes les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité relatives à l'Université Paris-Saclay pour l'application du décret n° 92-158 du 20.02.92, et établira un plan de prévention suite à la visite préalable.

19.1 - Dispositif de vigilance (Article D 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Paris-Saclay, à l'adresse suivante : <https://declarants.e-attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire. Ainsi le Pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

20 - Clauses techniques particulières

Étendue de la prestation

Dans le premier mois qui suit la notification du présent marché, le titulaire procèdera à la réalisation d'un état des lieux initial de l'ensemble des matériels à entretenir. Ce rapport sera remis aux correspondants dédiés de l'Université.

Modification de la consistance du parc ou des équipements

Lorsque des matériels ou équipements sont pris en charge ou abandonnés en cours d'année, le ou les prix forfaitaires correspondant pour cette année sont calculés au prorata temporis du nombre d'équipements et matériels à couvrir jusqu'à la fin de l'année en cours. Cette modification fera l'objet d'un avenant au présent contrat.

Maintenance préventive

La maintenance préventive a pour but de réduire les risques de pannes et de maintenir dans le temps les performances optimales des matériels décrits en annexe N° 1 (Liste des équipements concernés).

Le titulaire doit au minimum réaliser un entretien complet annuel de tous les équipements (nettoyage complet, resserrage des connexions...) par ses propres outillages et moyens d'accès dans le respect du code du travail.

Ces opérations peuvent être réalisées en dehors des heures ouvrées, à des dates convenues avec l'université, suivant les fonctions et possibilités des différentes installations.

Ces opérations sont complétées par des vérifications de la corrosion des parties métalliques. Les systèmes de fermeture des armoires et coffrets doivent être également repris au besoin.

Le titulaire procède au contrôle des voyants et remplace les éléments défectueux.

Les arrêts d'urgence associés font également partie des matériels du Marché. Le titulaire doit la vérification et le bon fonctionnement de ces dispositifs de coupure. Il a également à sa charge le remplacement des clés de manœuvre.

Le titulaire réalise, au moins une fois par an, une thermographie infrarouge et il assure la résolution des défauts consécutifs ainsi révélés.

Les contrôles par thermographie infrarouge doivent être effectués selon les spécifications APSAD D19 avec remise à l'université de certificats Q19 au plus tard quinze (15) jours après la fin de chaque campagne de contrôle.

Au minimum, les opérations énumérées ci-dessous devront être effectuées :

- Contrôle de l'environnement de l'onduleur (Accessibilité, Température, Propreté du local)

- Contrôle de l'installation électrique amont / aval (Protections, Section des câbles, Raccordements)
- Contrôle et Inspection mécanique de l'onduleur (Resserrage de la boulonnerie, Test de continuité des connectiques)
- Contrôle des divers circuits d'alimentation interne à l'onduleur (Vérification des tensions, Ajustement des réglages si nécessaire)
- Test du module redresseur (Contrôle des tensions continues, Contrôle du courant de charge)
- Test du module chargeur (pour les onduleurs à chargeur séparé) (Contrôle des tensions continues, Contrôle du courant de charge, de l'ondulation résiduelle)
- Test du Booster avec vérification des tensions DC et réglages des OFFSETS
- Test du module onduleur (Contrôle des tensions, fréquence, Test de surchauffe par arrêt des ventilateurs)
- Contrôle des commutations By-pass statique et By-pass manuel (ne concerne pas les onduleurs 'éclairage de sécurité)
- Contrôle des disjoncteurs et circuits de protection des sous-ensembles
- Contrôle des alarmes et contacts rapportés
- Test d'autonomie batterie (Contrôle des tensions batteries et du courant de décharge)

La maintenance préventive sera réalisée en conformité avec les préconisations du constructeur. Elle permettra au titulaire de procéder aux diverses vérifications et réglages sur l'ensemble du système lui permettant ainsi de garder ses performances initiales. Lors de cette maintenance, les pièces jugées défectueuses ou présentant une usure évidente seront remplacées.

Les dates et heures de ces visites sont fixées d'un commun accord avec le correspondant dédié de l'université. Ces visites préventives sont réalisées sur site. A l'issue de celles-ci un rapport lui est transmis sous 5 jours

Correspondant dédiés de l'Université
Se référer à l'annexe N°1

Maintenance corrective

Les interventions effectuées au titre de la maintenance corrective ont pour objet le dépannage et la remise en état de fonctionnement du système à la suite d'une défaillance. Elles ont lieu pendant les heures ouvrées et en dehors des visites contractuelles.

Le service de dépannage est chargé d'intervenir dans les meilleurs délais et au plus tard dans les 24 heures suivant l'appel téléphonique du correspondant de l'Université.

Les interventions ont lieu du lundi au vendredi de 8h30 à 17h00.

Le respect de ce délai d'intervention ne signifie pas que les installations seront remises en état de fonctionnement dans ces temps, si l'importance des travaux ou l'approvisionnement des pièces requises

ne le permettent pas. Le délai de réparation sera soumis à l'accord du responsable technique, qui se réserve le droit de faire intervenir une autre entreprise s'il estime le délai trop long.

Fournitures

Le présent contrat comprend des fournitures consommables nécessaires à l'entretien de chaque matériel, objet du présent marché.

Les fournitures se rapportant au matériel confié au titulaire seront livrées et mises en place exclusivement par le titulaire sauf accord préalable avec le client.

Prise en charge - Remise du matériel ou des équipements

Le titulaire déclare être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il assure la maintenance et l'exploitation technique, ainsi que les règles de sécurité et règlements applicables en pareille matière. En conséquence, il ne pourra se prévaloir, en aucune circonstance, du manque ou de l'inexistence des spécifications afférentes aux installations. La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur, est à la charge de la personne publique. Si le matériel ou l'équipement n'est plus conforme à la réglementation en vigueur, le titulaire est tenu de le signaler aux services de l'université. Le titulaire s'engage à laisser en fin d'exécution du marché les matériels et équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Les équipements et matériels mis à disposition du personnel du titulaire pour effectuer les missions qui lui sont confiées, sont placés sous sa responsabilité. En cas de dégradations de ces équipements faisant suite à une mauvaise utilisation, il est demandé au titulaire d'assumer les frais de réparation ou de remplacement du matériel hors d'usage.

Il est rappelé que l'entrepreneur doit le nettoyage parfait de ses différents postes de travail ainsi que des accès qu'il emprunte pour y parvenir aussitôt que nécessaire. En cas de défaillance de l'entreprise, le Maître d'ouvrage se réserve le droit de prendre une entreprise de nettoyage au frais du titulaire.

Modalités d'exécution des prestations

Le titulaire s'engage lors de toutes ses interventions, à respecter et appliquer la législation et la réglementation en vigueur. Il est soumis à une obligation de résultat.

Information du responsable avant visite

Le personnel du titulaire chargé des opérations de maintenance se présente, dès son arrivée dans l'établissement, au correspondant dédié (voir article 4.1 ci-dessus).

Par ailleurs, le présent marché ne dégage pas le client de l'obligation normale de surveillance et de manœuvre de sécurité à effectuer en cas d'anomalie dans le fonctionnement de l'installation.

Rapport de visite

A chaque visite, le personnel d'intervention tient à jour le livret d'entretien (remis au correspondant) et établit un rapport d'intervention dont un exemplaire numérique où sont consignés :

- la date et l'horaire d'intervention,
- la nature de l'intervention,
- les actions réalisées et les pièces remplacées référencées,
- le nom du technicien qui est intervenu.

Il atteste que les prestations prévues au présent marché ont bien été effectuées. Il signale les interventions pratiquées à son initiative et porte ses observations telles que anomalies constatées, usure de certains organes, risques de détérioration, etc. En fonction du contenu du remplacement à prévoir il établit un devis dans un délais de 3 jours qu'il transmet au correspondant dédié.

Fournitures

Il est convenu que toute pièce détachée est neuve sauf accord entre les parties ou de type échange standard. Le titulaire est responsable de la conservation de ces matériels en qualité et en quantité, dans les lieux de stockage ainsi que lors des transports de ses magasins au lieu de livraison.

21 - Dérogations

- L'article 10 du CCP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.1 du CCP déroge à l'article 14.1.1 alinéa 2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.4 du CCP déroge à l'article 20.4 alinéa 4 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 15.4 du CCP déroge à l'article 20.4 alinéa 4 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 16 du CCP déroge à l'article 9.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 17.1 du CCP déroge à l'article 42 du CCAG - Fournitures Courantes et Services